

Les descendants de Sulpice



Adolphe Mornet - Marie Couturier

contrat de mariage en date du 25 janvier 1889

Adolphe (fils de Joseph et d'Adèle Thibault)

Marie (fille d'Henry et de Félicité Berthon)

21 janvier 1869

Mariage
entre M. Alcorn
et Mlle de Marie Cornuier

M^e Béguin



1317

Ordevant

Muette

Ordevant M^{re} Béguin

de son Collège, nataire à la Châtre (Inde) -
saisignat.

Ont Comparu:

M. Adolphe-Victor-Mornet, principal clerc

de nativité, demeurant à la Châtre.

Fils majeur de M. Joseph-Victor-Mornet, et

de Mad^{me} Adèle-Thibault, demeurant ensemble à Courau.

Stipulant en son nom personnel... D'une Part.

Et Mad^{me} Fleur de Marie-Couturier, veuve

en première nupte de M. Jean-Baptiste-Boursnel, veuve dame

sans profession, demeurant à Saint-Christophe, Canton de la Châtre.

Fille majeure de M. Henry-Couturier, demeurant

à Gentilly (Seine) et de son Mad^{me} Féliette-Berthon.

Stipulant également en son nom personnel... D'autre Part.

Lesquels, dans la vue du mariage projeté

entre eux, et pour la libération avec lui incessamment, en ont écrit,

ainsi qu'il suit, les clauses et conventions civiles.

Article Premier.

Régime.

Les futurs époux, devant adopter pour lui de
leur union, le régime de la communauté de biens tel qu'il est
établi par les Dispositions du Code Napoléon, avec les diverses modifications
qui ont été ci-après exprimées.

Article Deux.

Exclusion des Dettes.

Ils ne sont pas tenus des Dettes et des passif
l'un de l'autre, ainsi et constitution avant la célébration de leur futur
mariage, non plus que de celles dont pourraient être chargés les futurs
époux, si l'un d'eux avait contracté pendant son mariage
et si en outre elles sont acquittées par celui qui les aura contractées ou
par celui d'après elles pourrissent, sans que l'autre époux, ou bien et en fait

Dans ceux de la communauté, faisant à son tour.

Article trois.

Apport du futur époux.

Le futur époux déclare apporter au mariage et en constitution au dot, après sa garde robe composée de ses habits, linge, hardes, bagues, bijoux et joyaux, auxquels il n'est donné aucune attribution et de

Une somme de trois mille francs en argent, lui promettant de son économie.

Duquel apport il a donné connaissance à la future épouse qui le reconnaît.

Article quatre.

Apport de la future épouse.

La future épouse déclare apporter au mariage et en constitution au dot, après sa garde robe composée également des habits, linge, hardes, bagues, bijoux et joyaux à son usage personnel, et auxquels elle n'est donnée aucune attribution :

1.^{re} Différents objets mobiliers pour une valeur de six cent francs, ci . . . 600..

2.^{re} Une somme de six mille huit cent francs en argent constant et créancier, ci . . . 6800..

Ensemble sept mille quatre cent francs, ci . . . 7400..

3.^{re} Une rente de cent francs, trois pour cent, inscrite sur le grand livre de la Ville de Paris, sous le Numéro 87174, Section C, Des Rentes au Porteur, avec jouissance du premier octobre dernier, ci . . . 100..

4.^{re} Une autre rente de pareille somme de cent francs, trois pour cent, inscrite sur le grand livre de la Ville de Paris, sous le Numéro 87174, Section C, Des Rentes au Porteur, avec jouissance du même jour, ci . . . 100..

5.^{re} Une rente de trente francs, également trois pour cent, inscrite sur le même grand livre de la Ville de Paris, sous le Numéro 87174, Section C, Des Rentes au Porteur, avec jouissance du même jour, ci . . . 30..

6. Et une autre rente de famille —
Somme de cent francs, trois pour cent, inscrite
sur le même grand livre, sous le numéro 11,697,
section C, dite Rente au Porteur, aux jouissances de
la même époque, ci 30. "

Montant des Rentes ci-dessus, deux
cent - soixante francs, ci 260. "

Duquel appont la future épouse a
bonne connaissance au futur époux que le marié et venant à en
devenir chargé par le présent fait de mariage.

Article cinq.

Réserve de Propres.

Les futurs époux se réservent propres pour eux, leurs
héritiers et ayants cause, tous biens ci-dessus limités, tout ce qu'ils
pourront posséder par ailleurs et qui se trouvera par elle indigne plus haut,
ensemble tout ce qui par la suite, pourra leur échoir et advenir par
succession, donation, legs ou autrement, en meubles comme en immeubles.
Leur communauté demeurera donc dotée aux acquits et comme telle elle sera
régie par les dispositions combinées des articles 1198 et 1500 du Code
Napoléon.

Article six.

Préciput.

Au décès du premier mourant des futurs époux,
le survivant préciput, à titre de préciput et hors part, et avant tout
partage des biens de la communauté, les habits, linge, bijoux, bagues,
bijoux et joyaux à son usage personnel, ensemble tout ce qui se trouve
dans le présent.

Article sept.

Reprise franches de quitter.

Arrivant la dissolution de la communauté, pour
quelque cause que ce soit, la future épouse, et à son défaut ses héritiers,
avant le décès, ou y renonçant, se reprendra tout ce que l'époux futur
aura apporté, au tout ce qui, à cause d'elle, se sera entre, et tout franc
de quitter de toutes dettes et charges, et pour le cas où elle s'y serait
obligée ou y aurait été condamnée, elle et sesdits héritiers en sont garantis
et indemnisés par la future épouse et ses biens personnels.

I am not at La Charité de Saint-Jacques 11/9/98
 11/9/98 5 Report 230. " on the actual day of the
 Marriage by France Dimey 11/9/98 230. "

Article huit & dernier

Donation

Les futurs époux se sont, par la présente, Donation -
entre-vifs et irrévocable, au profit de leur futur, à qui est assigné par
led. futur, de l'usufruit et jouissance de tous les biens de nature mobilière
& immobilière, que lui aura le présent Donateur, sans aucune réserve d'usufruit
ni réversion, au jour de son décès.

Pour par le survivant jouir de ses biens et fruits
pendant le plus cours de sa vie, à partir du décès du premier, sans être tenu de fournir caution ni de faire emploi de mobilier, ce
dont il est dispensé par la présente, ainsi à la charge de faire faire
inventaire.

Cette sont les clauses et conventions civiles du futur
mariage entre en présence de l'opinion de M^{re} Antoine Alon
Lafrey, Veuve de M^{re} Michel Berthom, propriétaire, demeurant à
Saint-Charles.

Avant de clore, M^{re} Béguin, l'un des notaires
suscignés, a donné lecture aux parties des articles 1391 & 1394
du Code Napoléon, et leur a été lu, conformément à la dernière article, le
certificat qu'il pouvait, pour être validé, faire qu'ils en ont tant entendu,
à l'officier de l'état civil, avant la célébration du mariage.

Cont acte:

Fait & passé à Saint-Charles, devant
Madame Anne Berthom.

L'an mil. huit. cent. dix-huit. neuf.
Le vingt cinq Janvier

Lecture faite les futurs époux et Madame Anne
Berthom ont signé avec les notaires.

Après deux
notre auto.





